

Le général Benhadid,

Le général Hocine Benhadid dans une contribution à *El Watan*, le 12 février 2014, a donné son point de vue sur les véritables motifs qui se cachent derrière les changements qu'a connus l'institution militaire ainsi que sur la situation politique que vit notre pays. Il l'a fait avec des phrases cheillées qui ne s'embarrassent pas de chemins balisés pour frayer leur chemin. Un texte qui écrase tout sur son passage. Son opinion sur le plus haut dignitaire de l'ANP, ou sur des personnalités de la proximité immédiate du président de la République, ressemble à un tir intense et ravageur. Preuve que lorsqu'on a commandé des tankistes on devient un peu tankiste.

L'analyse qui est la sienne, avec son style et ses mots, est introduite par une brève rétrospective historique qui tente de trouver — par l'analogie — une explication aux événements qui agitent actuellement la scène politique. Une maraude de voltigeur sans carte précise, sans boussole, sans repères et qui finit par s'égarer dans des chemins de traverse. Sa narration de certains événements emprunte de l'effet gigogne. Chaque péripétie procède de la précédente à la façon mécanique des poupées russes. Lorsque l'interviewer l'interroge : « Cette crise (celle dont on dit qu'elle oppose le chef d'état-major actuel au général Mohamed Médiène) et ces tensions rappellent-elles au général Benhadid, proche de Liamine Zeroual, la crise de 1998, quand une partie de l'armée et des services faisaient la guerre à la présidence ? » Il répond : « Non, c'est un autre cas de figure, une lutte d'un autre genre, un conflit qui remonte au duel Nezzar-Benloucif. Benloucif avait été nommé chef d'état-major par Chadli qui lui était proche, il fallait donc le dégommer et lui créer des problèmes au point qu'il a été emprisonné... »

Ces rapprochements surprenants appellent quelques remarques, d'abord la suivante : en 2013 -2014 qui est Benloucif et qui est Nezzar ? Mohamed Médiène serait Benloucif ? Et Gaïd Salah, Nezzar ? Remarquable raccourci. Il est vrai qu'un tank ne donne pas de petits coups de volant pour éviter les ornières. Il vire de bord en stoppant une de ses chenilles. Ça cahote et ça grince.

Avant d'évoquer la question des changements que vient de subir une institution stratégique de la République et de commenter les événements qui agitent la scène nationale, voyons un peu ce « duel Nezzar-Benloucif » que le général Benhadid tient pour la querelle qui a généré la crise actuelle. Au moment où des manœuvres de la dernière chance ramènent l'armée au cœur de la décision politique par une remarquable concentration de pouvoir aux mains de son chef, cette courte digression historique permettra de parler de l'état-major, objet de tant d'attentions aujourd'hui, et des buts et des intentions de ceux qui l'ont, hier, créée.

Revenons, pour un meilleur éclairage, aux origines et prenons comme fil d'Ariane la narration du général Benhadid. La mise à l'écart du général-major Benloucif a été décidée par le président Chadli Bendjedid à la suite d'une enquête interne relative à la période où Benloucif était secrétaire général du MDN. Cette enquête avait mis au jour d'importantes malversations. Le Président Chadli, pour remettre de l'ordre dans la direction des finances du MDN, soumise pendant quelque temps à un mode de gestion assez particulier, y avait affecté le général-major Ahmed Djenouhet, ancien maquisard, issu de la même région que Benloucif, connu pour sa probité morale et, à tous ces titres, non sus-



Hocine Benhadid.

ceptible de céder à la pression pour faire du tort à tel ou tel cadre de l'ANP. Si le général Djenouhet avait subodoré le moindre relent de règlement de comptes dans le dossier des malversations découvertes par des comptables et des experts, il en aurait immédiatement averti le Président. Les personnalités militaires qui ont constitué la commission qui a eu à se pencher sur les conclusions de l'enquête étaient des anciens de l'ALN. Hache-

mi Hadjeres (président de la commission), Mohamed Attaïlia ou Djenouhet n'ont jamais accusé le général Khaled Nezzar d'avoir, guidé par une inimitié malsaine, manœuvré pour envoyer Benloucif devant le Tribunal militaire « afin de prendre sa place ».

El Watan avait publié, à l'époque, un document sous le titre : « Le rapport des généraux » dont aucun des termes n'a jamais été démenti. Le général-major Benloucif avait fait appel pour sa défense au gotha du barreau d'Alger. Le premier qui a eu à connaître du dossier, et qui a accompagné le général Benloucif

lors de sa première comparution devant le procureur Boukhari à Blida, était le tonitruant Arezki Bouzida. Bouzida aurait rameuté la planète entière s'il avait trouvé la moindre brindille de règlement de comptes dans l'affaire qu'il avait accepté — brièvement — de prendre en charge. Terminons en disant que l'ancien secrétaire général du MDN avait, de lui-même, écrit une lettre d'excuses et de demande de pardon au président de la République. Il est surprenant que le général Benhadid ignore les tenants et les aboutissants de cette affaire de droit commun qui avait défrayé la chronique quotidienne des mess et des bivouacs de l'ANP à l'époque de la survenance des faits.

A propos de la démission du Président Zeroual, le général Benhadid, non seulement ne relève pas la façon dont la question est formulée, mais semble entériner par sa réponse l'approche du journaliste quand ce dernier dit : « Une partie de l'armée et des services faisaient la guerre à la présidence. » En réalité, le départ de Liamine Zeroual n'a été imposé ni par l'armée ni par les Services. Personne n'a autant été mis dans l'embarras par la décision inopinée de Zeroual de renoncer à sa charge à mi-mandat que Mohamed Lamari ou les Services, et à leur tête le général Mohamed Médiène. Liamine Zeroual n'était pas homme à se laisser dicter une conduite. Au moment de sa démission, pour des raisons qui lui appartiennent, et qui n'ont rien à voir avec d'éventuelles pressions

« d'une partie de l'armée et des Services », la haute hiérarchie militaire, confrontée à une offensive terroriste sans précédent, avait un seul souci : la cohésion des rangs derrière son chef suprême, Liamine Zeroual. On se souvient, qu'au moment où le FIS était au zénith de sa puissance et qu'il défilait, conquérant, dans les rues d'Alger, des hommes politiques, y compris certains que la considération des militants indépendantistes avait placés sur le podium de l'Histoire, des personnalités créditées longtemps de patriotisme et des clercs professant, avec aplomb, d'incroyables fadaïses, se liguèrent pour appeler les forces patriotiques à la reddition. La touchante photo de famille, sous le porche de Sant' Egidio, a immortalisé pour l'Histoire l'incohérence des obédiences algériennes. Peu importe les visages. Ils se ressemblaient tous. La légende a retenu la calotte blanche du patriarche, la barbe bon chic bon genre de l'ami des tueurs du boulevard, la tresse de jais de la porte-parole, autoproclamée, des travailleurs et le col blanc de celui qui a mis le sigle des pères de Novembre sur un strapon-tin du FIS. Liamine Zeroual, Mohamed Lamari, Mohamed Médiène et leurs compagnons avaient fait la réponse qui convenait aux partisans de la cote mal taillée. C'est ce moment, crucial pour nos forces de défense qui résistaient pied à pied au terrorisme, que le brillant général Benhadid, qui avait fait un stage aux Etats-Unis et qui montrait de remarquables qualités professionnelles, choisira pour démissionner de l'armée.

Liamine Zeroual ne s'est jamais expliqué sur les motifs qui ont dicté sa décision de retrait. Pourquoi ne pas retenir pour vraies celles qu'il a toujours mises en avant : « L'alternance et la place qu'il convenait de laisser aux jeunes » ? Sont-elles, par les temps qui courent, raisons subversives qu'il convient de taire ?

C'est grâce à son consensus sur les questions essentielles que la haute hiérarchie de l'ANP a mis en œuvre une démarche humaine, réaliste et économe de sang algérien, pour mettre un terme à la sanglante équipée de l'ALS. On ne rendra jamais assez justice à Mohamed Médiène au moment où tout était prêt pour une offensive déterminante contre les fiefs armés du FIS, d'avoir conseillé de privilégier le dialogue patient avec les chefs de l'ALS jusqu'à l'issue heureuse dont les Algériens se sont réjouis.

La nomination du général Nezzar à la tête de l'état-major ? Le Président Chadli Bendjedid qui connaissait l'ANP, ses cadres, ses besoins, sa psychologie, avait choisi l'officier qui lui paraissait le mieux apte à remplir la fonction de chef d'état-major. Pourquoi, comment et dans quelles circonstances cela a été fait, exposé sans sensationnel, ni parti-pris, infirmerait les allégations du général Benhadid. Il serait utile de revenir un jour, pour l'Histoire, sur cette période où un tas de facteurs objectifs ont rendu indispensable la création d'un organisme de commandement et d'organisation apte à son but et à sa fonction. Cela aurait pu se faire bien avant. L'ANP aurait mieux organisé ses bivouacs précaires du Sud pour un minimum de confort pour ses personnels, mieux choisi ses matériels, anticipé certains événements sur ses frontières, élaboré à temps sa doctrine de défense, donné de meilleures chances à ses personnels jeunes et qualifiés. Mais on ne refait pas l'Histoire. Il y avait dans les années 1960 et 1970 les besoins objectifs de l'armée et il y avait les phobies de Boumediène. Chadli n'avait pas les raisons qu'avait Houari Bou-

Par Mahdi Chérif*

mediène pour refuser la création d'un état-major. Depuis l'équipée malheureuse du colonel Zbiri, le 14 décembre 1967, le simple fait de prononcer le mot « état-major » devant le chef du Conseil de la Révolution suffisait à déclencher chez lui une crise d'urticaire. Il ne voulait à aucun prix passer par un organe intermédiaire pour donner ses ordres à « son » armée. Il voulait avoir un contact direct, personnalisé, immédiat avec « ses » chefs de région ou « ses » chefs de bataillon. Sa vision de l'usage de l'armée était une occupation spatiale du territoire pour un contrôle de la population et lui-même, statut du commandeur et épée de Damoclès en même temps, se tenant omnipotent et omniscient, au droit vertical de chaque responsable d'unité militaire.

Revenons à ce que dit Benhadid en ce qui concerne l'éviction des généraux Hadjeres, Attaïlia, Betchine, Abdelmadjid Cherif, etc. par Khaled Nezzar. Que n'a-t-il point revu ses notes, ou consulté les anciens, avant de s'engager dans des développements approximatifs qui le conduisent à une narration erronée de la réalité.

C'est en 1984 que l'état-major de l'ANP a été créé et c'est à partir de cette date également qu'ont été mis sur pied les commandements des forces avec des structures organiques propres et avec une répartition des missions et des tâches mieux définies, notamment dans les fonctions d'organisation, de préparation, d'emploi et enfin de gestion et d'administration.

Cette nouvelle configuration permettait à l'armée de préserver sa cohésion et de n'intervenir que lorsque les intérêts fondamentaux de la nation étaient menacés.

Il est vrai que la désignation du général Nezzar à la tête de l'état-major, après le général Abdallah Belhouche (et non pas après Benloucif), ne s'est pas faite sans tracasseries ni manœuvres. Cette nomination a donné lieu à une petite guerre de tranchées frisant quelquefois le ridicule. Les commen-

taires acrimonieux n'avaient pas manqué et avaient tenté par leurs chœurs, tour à tour tonitruants ou feutrés, de fléchir le cours des choses. Il avait fallu du temps à des dignitaires militaires, avançant des états de service dans l'ALN, ou forts d'une proximité avec le sommet du pouvoir, pour admettre qu'il était temps pour eux de passer la main. Les mutations, les promotions et les départs à la retraite qui accompagnaient la mise en place des nouvelles structures de commandement avaient été quelque peu retardés par la défense « égoïste » de véritables fiefs représentés par telle région militaire ou autre direction centrale du MDN.

Ce n'était pas nouveau. Le général Benhadid, qui connaît le parcours du combattant de l'ANP jusqu'à la professionnalisation actuelle, le sait bien. Chaque mutation de l'armée algérienne a connu une période de transition riche en psychodrames et quelquefois (au début) en rébellions.

L'histoire de l'armée algérienne est d'abord celle des hommes de réflexion et de décision qui ont vu, avant les autres, mieux que les autres, les insuffisances du système militaire algérien et qui ont tenté de le corriger. Krim Belkacem, attelé à l'œuvre de modernisation de l'ALN, après le Congrès de la Soummam, se heurtera à l'esprit « secteur » qui causera bien des soucis. Houari Boumediène, après la libération du pays, désireux d'adapter l'armée à ses nouvelles missions, sera contraint de réduire par la force le wilayisme ».

Le pouvoir actuel a épuisé son capital, dilapidé son crédit, gaspillé ses dividendes, usé ses arguments. Il survit d'incantations et d'anathèmes. L'usure du temps a fait son œuvre. Terrible doit être la perspective annoncée de partir et « laisser tout ça ». Mais il leur faudra bien se résigner à l'inéluctable. L'artifice du quatrième mandat n'est qu'un ultime expédient. Ils sont déjà dans leurs fins dernières. Peu importe la durée du soubresaut. Il passera.